



Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante et onzième session

Bangkok, 25-29 mai 2015

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission, y compris les activités des institutions régionales: politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et développement inclusif

Financement du développement durable en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

Le présent rapport traite de manière synthétique de l'importance cruciale du financement pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable qui seront adoptés en 2015. Il examine les raisons pour lesquelles la région a besoin de donner la priorité à son développement financier, composante essentielle de sa stratégie de développement. Il évalue les besoins financiers de la région, examine la manière dont ces besoins peuvent être satisfaits grâce à la mobilisation des ressources existantes et fait le point sur les initiatives et les efforts régionaux engagés. En Asie et dans le Pacifique, les possibilités de tirer parti des ressources sont nombreuses, mais la région a besoin des arrangements et modalités institutionnels appropriés pour déterminer comment le financement du développement durable peut être assuré.

La Commission pourra examiner le présent rapport et donner au secrétariat des directives concernant ses recommandations et toute autre question ayant trait au financement du développement durable dans la région Asie-Pacifique.

Contents

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	2
II. Discussion sur des aspects essentiels du financement pour le développement durable.....	4
III. Besoins de financement pour le développement durable dans la région Asie-Pacifique.....	5

* E/ESCAP/71/L.1/Rev.1.

IV.	Mobilisation des ressources internes.....	7
A.	Mobilisation des recettes fiscales internes.....	7
B.	Gestion des dépenses publiques	9
V.	Diversification et approfondissement des marchés financiers	9
A.	Marché des actions	10
B.	Marchés obligataires.....	10
C.	Émergence des investisseurs institutionnels.....	11
VI.	Inclusion financière.....	12
VII.	Promotion des partenariats public-privé	13
VIII.	Innovations dans les financements liés au changement climatique	15
IX.	Mobilisation des ressources externes	16
A.	Aide publique au développement (APD).....	16
B.	Investissements étrangers directs (IED)	17
C.	Transferts de fonds	17
X.	Financement commercial pour les petites et moyennes entreprises.....	18
XI.	Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire pour le développement.....	19
XII.	Conclusions.....	20

I. Introduction

1. En 2015, les dirigeants de la région Asie-Pacifique, de concert avec la communauté mondiale, s'attelleront à la lourde tâche du renouvellement et de la refonte du programme mondial de développement, concrètement au cours de trois événements d'importance majeure. Pendant trois jours, du 13 au 16 juillet, la troisième Conférence internationale sur le financement du développement se tiendra à Addis-Abeba avec pour objectif de parvenir à un accord sur les moyens de financer le programme de développement renouvelé. Le présent rapport met en relief les besoins de financement considérables de l'Asie et du Pacifique et décrit les approches et les moyens susceptibles d'aider la région à répondre à ces besoins. Cette analyse pourrait constituer un élément important du document final de la Conférence internationale sur le financement du développement de juillet. En septembre, un nouveau programme des Nations Unies pour le développement sera agréé. Ce programme remplacera les Objectifs du Millénaire pour le développement qui constitue la base de la coopération pour le développement depuis le début du millénaire. A la fin de l'année, du 30 novembre au 11 décembre, se tiendra à Paris la Conférence Climat des Nations Unies, au cours de laquelle les pays participants s'efforceront de se mettre d'accord sur la répartition des droits d'émission.

2. Le financement pour le développement durable est devenu un élément significatif et constitutif du discours actuel sur le développement tel qu'on le trouve dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015. Pour réaliser « l'avenir que nous voulons » il est impératif de « favoriser la mobilisation de ressources et leur utilisation judicieuse en vue de réaliser les objectifs de développement durable »¹.

¹ A/RES/66/288, annexe.

3. La première étape de la mise à jour du programme de développement mondial a lieu le 19 juillet 2014 lorsque le Groupe de travail ouvert des Nations Unies est tombé d'accord sur un projet de 17 objectifs de développement durable. Ce travail a été considéré comme s'inscrivant dans le suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement dont la date butoir avait été fixée à 2015. Outre les 17 objectifs concrets, 169 cibles connexes ont été arrêtées. Dès le début, les pays en développement ont essayé de faire en sorte que les objectifs de développement durable compensent les insuffisances des Objectifs du Millénaire pour le développement par l'incorporation d'un partenariat mondial plus robuste pour le développement et un inventaire explicite des moyens d'exécution. Le Groupe de travail ouvert a souligné la nécessité de mobiliser des ressources financières suffisantes pour les investir dans le développement durable, notamment par les moyens ci-après: a) renforcement de la mobilisation des ressources internes; b) respect scrupuleux des engagements pris par les pays développés au titre de l'aide publique au développement (APD) conformément aux formules et aux calendriers convenus; et c) mobilisation de ressources financières supplémentaires de sources multiples².

4. Le 18 juin 2013, l'Assemblée générale a décidé d'établir un comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, conformément au document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. La publication du rapport du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable a représenté une contribution importante au futur programme de financement pour le développement et aux décisions découlant de la Convention sur les changements climatiques. Le rapport portait essentiellement sur les flux de financement privés et le « panachage » des courants de financement privés et publics ainsi que sur certaines questions et difficultés fondamentales auxquelles la région faisait face pour financer son développement durable, ainsi que sur d'autres priorités.

5. Le reste du document est organisé de la manière suivante : la section 2 développe des aspects essentiels du financement pour le développement durable tandis que la section 3 expose les besoins de financement. Les questions relatives à la mobilisation des ressources internes font l'objet de la section 4. La section 5, quant à elle, décrit les moyens par lesquels les marchés des capitaux peuvent être élargis et consolidés dans la région. La section 6 traite de l'inclusion financière et la section 7 décrit comment utiliser les partenariats public-privé. On trouvera dans la section 8 une illustration des innovations en matière de financement pour le climat et dans la section 9 une description de divers moyens permettant de mobiliser des ressources extérieures. La section 10 met en évidence l'importance du financement du commerce, en particulier pour les petites et moyennes entreprises tandis que la section 11 met l'accent sur l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour le développement. Enfin, la section 12 contient les conclusions.

II. Discussion sur des aspects essentiels du financement pour le développement durable

6. Tandis que les États membres définissent les contours du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, les sources et les utilisations des ressources mobilisées et leur répartition judicieuse concentrent l'attention. La mise en œuvre d'un nouveau et ambitieux

² E/ESCAP/70/INF/8, para. 3.

programme de développement dont le développement durable constitue le cœur, nécessite des incitations et une répartition plus efficaces des ressources existantes ainsi que des fonds supplémentaires provenant de sources internes, externes et innovantes.

7. L'accent mis sur le développement durable introduit de nouvelles dimensions et présente de nouveaux défis pour le dialogue sur le financement du développement. Selon les principes de base du développement durable, son financement doit être fonction des résultats d'un développement mettant en synergie et intégrant les trois dimensions, économique, sociale et environnementale, du développement durable comme l'indique le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, pour assurer l'équité intra- et intergénérationnelle tout en tenant compte des limites de la planète.

8. Il existe aujourd'hui dans le monde un intérêt pour l'utilisation de mécanismes et de modalités institutionnels en faisant appel à des sources de financement nouvelles, émergentes et innovantes d'origine interne et externe. Selon les termes de la résolution 65/1 de l'Assemblée générale, il importe que ces sources de financement soient stables et prévisibles. Elles devraient s'ajouter aux sources traditionnelles de financement et non les remplacer. Les ressources disponibles auprès des sources traditionnelles de financement du développement étant insuffisantes, les responsables doivent envisager de se tourner vers des sources de financement émergentes et innovantes.

9. Ce qui précède est particulièrement important étant donné la nécessité d'engager des dépenses nécessaires mais considérables pour le développement comme par exemple la construction des infrastructures manquantes à l'intérieur des pays et entre les pays de la région, et les investissements nécessaires pour faire face à l'impact du changement climatique. Pour de telles dépenses, la mise en place de cadres institutionnels et régulateurs appropriés pour le développement des marchés intérieurs des capitaux et pour le soutien des investisseurs institutionnels intérieurs, par exemple, permettrait de dégager les ressources financières supplémentaires indispensables.

10. Une fois adopté, le nouveau programme ambitieux dont le développement durable constitue le noyau dur requerra des approches, des modalités et des incitations plus adaptées. Il faut certes mobiliser des ressources auprès des sources existantes et des sources nouvelles de financement internes, externes et innovantes ce qui en soi constitue un défi mais il faut également répartir les ressources avec efficacité pour obtenir les résultats recherchés du point de vue du développement durable³.

11. Le programme de développement durable, tel qu'il se dessine, nécessitera des investissements significatifs dans les biens collectifs – services sociaux et air propre, eau et flux ininterrompus des services de l'écosystème dont dépendent les économies et les personnes^{4,5,6}. Ce type

³ Voir le travail accompli par le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, le Groupe de travail de haut niveau sur les transactions financières internationales pour le développement et le Groupe de travail sur les financements innovants pour l'éducation. Consulter: www.leadinggroup.org/rubrique69.html.

⁴ Document de travail du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Consulter: http://sustainabledevelopment.un.org/focussdgs.html#_edn33.

⁵ Nations Unies, *Pour un nouveau partenariat mondial: vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable, Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015* (New York, 2013).

d'investissement se caractérisant par des taux de rendement sociaux élevés mais des taux de rendement privés bas, leur financement plus probablement assuré par des fonds publics.

12. Le financement des programmes de développement nécessaires et coûteux pour construire les infrastructures manquantes à l'intérieur des pays et entre les pays de la région et pour faire face à l'impact du changement climatique nécessite la mobilisation des finances publiques et le soutien des marchés financiers nationaux et internationaux. Il est important de reconnaître que des dépenses publiques conjoncturelles consenties au moment opportun peuvent stimuler les taux de croissance, accroître les ressources budgétaires, et que les investissements publics peuvent réellement attirer les investissements privés⁷. En outre, des sources de financement innovantes, comme les taxes sur le carbone, les émissions obligatoires des diasporas et les taxes sur les transactions financières, pourraient être mises à contribution⁸.

13. En poursuivant cette tâche, les Gouvernements des économies de l'Asie et du Pacifique doivent prendre en compte les difficultés macro-économiques potentielles du financement du développement inclusif et durable en maintenant la viabilité budgétaire et la stabilité des prix. En outre, ils devront se demander si leur croissance serait suffisante pour créer des ressources adéquates pour maintenir la dette publique et l'inflation à des niveaux gérables. La stabilité macro-économique est possible à condition que les politiques soient conçues avec prudence et mises en œuvre avec efficacité.

III. Besoins de financement pour le développement durable dans la région Asie-Pacifique

14. La région Asie-Pacifique, où vivent les deux tiers des populations pauvres de la planète, doit relever des défis considérables en matière de développement dont le financement nécessite une gouvernance et une direction plus efficaces du secteur public ainsi que des institutions, agents et outils nouveaux et innovants⁹. Cette section contient un bref aperçu des estimations récentes des besoins de financement du développement durable dans la région compte tenu des éléments ci-après : le volume réel des besoins de financement, l'étendue géographique considérable de la région, l'existence de pays très vastes, la diversité à l'échelle sous-régionale des niveaux de développement et l'état des infrastructures.

15. En dépit de ces caractéristiques, les possibilités de mobilisation de ressources internes et externes sont considérables bien que restreintes par la capacité limitée d'emprunt et d'absorption de nombreux pays due au sous-développement des marchés et des institutions. Cela est particulièrement vrai des pays ayant des besoins particuliers, c'est-à-dire notamment, des pays

⁶ CESAP, BAsD et PNUD, *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda: Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13* (Bangkok, 2013).

⁷ Banque mondiale, *Financing for Development Post-2015* (Washington D.C., 2013).

⁸ Comité du développement, « Politique fiscale pour la croissance et le développement: un rapport intérimaire », Comité ministériel conjoint des Conseil des gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement, Washington D.C., 6 avril 2006. Consulter: <http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20890698/DC2006-0003%28E%29-FiscalPolicy.pdf>.

⁹ Selon les estimations de la CESAP en 2011, 763 millions de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour dans la région Asie-Pacifique.

les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement¹⁰.

16. En 2013, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a estimé que la région Asie-Pacifique aurait besoin, entre 2023 et 2030, de 500 à 800 milliards de dollars par an simplement pour éliminer les écarts de développement en matière d'éducation, de santé, d'emploi, de protection sociale et d'accès aux services énergétiques¹¹. Les estimations de coûts ont été établies pour 10 pays représentant plus de 80 % de la population et 80 % du produit intérieur brut (PIB) des économies en développement de l'Asie-Pacifique, à savoir le Bangladesh, la Chine, la Fédération de Russie, les Fidji, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines la Thaïlande et la Turquie¹².

17. Indépendamment des besoins considérables en investissements nécessaires pour relever les défis du développement social, les infrastructures constituent un élément essentiel supplémentaire du développement durable. La CESAP a estimé récemment que le coût des projets d'investissement dans certains secteurs des transports dépassaient 350 milliards par an, cela en raison de la très forte demande d'investissement dans les infrastructures et les services, ainsi que l'entretien¹³.

18. S'agissant des investissements liés à l'environnement dans la région Asie-Pacifique, l'Agence internationale de l'énergie a calculé que près de 14,3 milliards de dollars par an (entre 2011 et 2030) seraient nécessaires pour ouvrir un accès universel à l'énergie d'ici à 2030¹⁴. De même, selon la Banque mondiale, les dépenses nécessaires pour l'adaptation au changement climatique s'élèveraient à 25 milliards de dollars des États-Unis par an entre 2010 et 2030¹⁵. Bien que l'Asie-Pacifique demeure la région du monde la plus sujette aux catastrophes naturelles, les efforts en matière de financement des risques de catastrophe n'ont eu qu'un succès mitigé. La région doit investir entre 11,7 mille milliards et 19,9 mille milliards de dollars d'ici à 2035 pour moderniser son secteur énergétique. Ces investissements incluent les coûts liés à l'adaptation aux nouvelles technologies et formes d'énergie renouvelable¹⁶.

¹⁰ Équipe spéciale du système des Nations Unies sur le programme de développement pour l'après-2015 « Countries with Special Needs » (OHRLLS, 2012). Consulter: www.un.org/millenniumgoals/pdf/Think%20Pieces/1_countries_with_special_needs.pdf.

¹¹ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2013* (publication des Nations Unies, n° de vente E.13.IIF.2).

¹² Dans une étude antérieure, la CESAP a évalué à 636 milliards de dollars par an les sommes nécessaires pour que la région atteigne les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Voir CESAP « *Financement pour un avenir ouvert et inclusif* » (Bangkok, 2010). Consulter: www.unescap.org/sites/default/files/themestudy2010-fulltext.pdf.

¹³ CESAP, *Review of Developments in Transport in Asia and the Pacific 2013: Transport as a Key to Sustainable Development and Regional Integration* (Bangkok, 2013).

¹⁴ Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook: Energy for All – Financing Access for the Poor* (Paris, 2011). Selon les estimations de l'Agence, les investissements supplémentaires moyens par an représenteraient 910 milliards de dollars pour les mesures d'atténuation jusqu'en 2050 tandis que la Banque mondiale a évalué ce montant à environ 100 milliards de dollars pour la même période. Voir Climate Policy Initiative, *The Global Landscape of Climate Finance 2013* (San Francisco, 2013).

¹⁵ Banque mondiale, « Economics of adaptation to climate change - synthesis report » (Washington, D.C., 2010). Consulter: <http://documents.worldbank.org/curated/en/2010/01/16436675/economics-adaptation-climate-change-synthesis-report>.

¹⁶ Banque asiatique de développement, *Energy Outlook for Asia and the Pacific* (Manille, 2013).

19. En résumé, selon les estimations provenant de diverses sources, les montants nécessaires pour éliminer les écarts infrastructurels dans la région, ouvrir un accès universel à la protection sociale, à la santé et à l'éducation et mettre en œuvre des mesures d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à celui-ci, pourraient atteindre 2,5 mille milliards de dollars des États-Unis par an.

IV. Mobilisation des ressources internes

20. La mobilisation des ressources internes pour financer le développement est un élément clé du programme de développement pour l'après-2015. Une composante importante de cet effort sera l'action des pouvoirs publics pour lever les ressources nécessaires aux investissements dans le développement durable. Les gouvernements disposent de différents moyens pour débloquer des ressources budgétaires à cette fin: ils peuvent notamment emprunter davantage, à l'intérieur comme à l'extérieur, rationaliser les dépenses publiques, modifier l'ordre de priorité des dépenses publiques afin de privilégier le développement. Les pays peuvent aussi mobiliser des ressources internes en augmentant les recettes fiscales non fiscales.

A. Mobilisation des recettes fiscales internes

21. Le potentiel d'accroissement des recettes fiscales dans la région Asie-Pacifique est considérable¹⁷. Dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique, ces recettes sont modestes, non seulement par rapport à celles des pays ou régions développées, comme l'Union européenne ou les États-Unis d'Amérique mais également par rapport à d'autres régions en développement. En 2011, le coefficient moyen de pression fiscale dans la région Asie-Pacifique n'était que de 14,8 % du PIB, pour les recettes des gouvernements centraux contre 17,1 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et 16,3 % en Afrique subsaharienne. La même année, les revenus moyens des gouvernements centraux de la région au titre de l'impôt s'élevaient à 16,9 % du PIB pour les économies en développement contre 24,2 % pour les économies développées.

22. Un bon moyen d'accroître la pression fiscale consiste à mieux taxer les gains en capital ce qui se fait rarement, peut-être à cause de la difficulté d'évaluer les plus-values mais surtout à cause de l'impact négatif que pourrait avoir une telle taxe sur la compétitivité des pays.

23. Beaucoup de pays ont abandonné l'impôt sur les transactions commerciales au profit de la taxation des biens et des services par l'introduction et l'élargissement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) ou la taxe générale sur les ventes. Entre 1990 et 2014, les recettes provenant de la TVA ou de la taxe générale sur les ventes sont passées de moins de un cinquième des recettes fiscales indirectes à environ la moitié. Malgré l'augmentation significative des rentrées, la collecte de la TVA/taxe générale sur les ventes est dans de nombreux pays inefficace, vraisemblablement à cause des exonérations fiscales et à des difficultés à appliquer cette taxe. La CESAP estime que l'efficacité du recouvrement de l'impôt est inférieure à 50 % en Chine, inférieure à 40% au Bangladesh, en Inde, en Malaisie et au

¹⁷ Pour approfondir la question, voir CESAP, *Shifting from Quantity to Quality: Growth with Equality, Efficiency, Sustainability and Dynamism* (Bangkok, 2013). Consulter: www.unescap.org/sites/default/files/Shifting%20from%20quantity%20to%20quality.pdf.

Pakistan tandis qu'en Indonésie on évalue à 50-60 % le pourcentage de TVA non reversé à l'Etat¹⁸.

24. Dans de nombreux pays de l'Asie et du Pacifique, une grande partie des recettes fiscales s'évapore sous forme d'exonérations et d'allègements accordés par les gouvernements qui souhaitent promouvoir les investissements et, en particulier, attirer les investissements étrangers directs (IED). Les exonérations peuvent prendre la forme de trêves fiscales, de taux d'impôt réduits sur les sociétés, de déductions fiscales pour investissement et d'exonérations partielles sur les bénéficiaires, pour réduire le coût du capital.

25. En Asie du Sud-Est, ces politiques fiscales sont appliquées largement pour encourager l'investissement et promouvoir les exportations, la recherche-développement et la formation professionnelle. Dans des pays comme l'Indonésie, le Pakistan, la République de Corée, Sri Lanka et la Thaïlande, les petites entreprises sont imposées à des taux beaucoup plus bas, certains de ces pays accordant un traitement fiscal préférentiel à tout un secteur – le tourisme, la construction et les assurances à Sri Lanka, et la production d'électricité au Pakistan.

26. Les allègements d'impôts sur les sociétés valent la peine s'ils contribuent à l'accroissement des investissements, en particulier dans les secteurs utilisant une main-d'œuvre abondante. L'extension de mesures incitatives spéciales aux investisseurs étrangers est utile si ces mesures permettent d'avoir accès à des compétences technologiques ou autres n'existant pas dans le pays. Toutefois, les traitements de faveur accordés en matière fiscale aux investisseurs étrangers créent souvent des distorsions dans la concurrence en pénalisant les entreprises locales de sorte qu'il convient d'effectuer un calcul de rentabilité rigoureux pour juger de l'utilité de telles mesures.

27. La collecte intégrale des recettes fiscales permettrait de recueillir plus de 440 milliards de dollars dans 17 pays de la région, dont 306 milliards de dollars dans les seuls pays en développement. Dans plusieurs pays, le potentiel fiscal est tout à fait considérable puisqu'il représente plusieurs points de pourcentage du PIB: de 5 à 7 % en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, aux Maldives, en République islamique d'Iran et à Singapour; plus de 12 % à Hong Kong (Chine). Si les économies tiraient partie de ce potentiel, les rentrées fiscales augmenteraient de 70 % voire davantage, dans plusieurs de ces pays.

28. Des discussions sont actuellement en cours sur d'autres sources innovantes et émergentes de financement, tant internes qu'externes, qui permettraient de créer une dynamique en faveur d'une croissance économique soutenue¹⁹.

B. Gestion des dépenses publiques

29. La rationalisation ainsi qu'une répartition et une gestion plus efficaces des dépenses publiques permettraient de libérer des ressources considérables pour le développement. Les gouvernements pourraient

¹⁸ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2014* (publication des Nations Unies, n° de vente E.14.II.F.4).

¹⁹ Voir le communiqué de la Réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales (Sydney, 22-23 février 2014). Consulter: https://g20.org/wp-content/uploads/2014/12/Communique-Meeting-of-G20-Finance-Ministers-and-Central-Bank-Governors-Sydney-22-23-February-2014_0.pdf.

accroître les ressources de manière significative en améliorant la gestion des dépenses inscrites dans leurs budgets. En 2013, par exemple, les dépenses militaires parmi les pays de la région Asie-Pacifique se sont élevées à environ 342 milliards de dollars²⁰.

30. D'importantes ressources sont utilisées pour financer des subventions. Dans la seule Asie du Sud-Est, les subventions au secteur de l'énergie se sont élevées en 2012 à 51 milliards de dollars. Ces subventions grèvent les budgets. La rationalisation des dépenses publiques apparaît donc comme essentielle pour mobiliser des financements aux fins d'investissement dans le développement productif de la région. D'après les estimations de la CESAP, les économies ainsi réalisées seraient suffisantes pour financer tout un train de mesures englobant la sécurité des revenus de toute la population des personnes âgées et des personnes handicapées ainsi que l'accès universel à la santé et à l'éducation dans plusieurs grands pays.

31. Les gouvernements pourraient également recueillir davantage de ressources en asséchant les circuits financiers illicites, notamment ceux par lesquels transitent les sommes détournées par l'évasion et la fraude fiscales. Plus de 60 % des quelque 5,9 mille milliards de dollars sortis illégalement des pays en développement entre 2001 et 2010 pour échapper au fisc, provenaient de la région Asie-Pacifique²¹. Sur les 10 pays d'où partent les flux de capitaux illicites les plus importants, six se trouvent dans la région; parmi les pays les moins avancés, les fuites de capitaux illicites les plus considérables avaient pour origine le Bangladesh et ont représenté 35 milliards de dollars entre 1990 et 2008²².

V. Diversification et approfondissement des marchés financiers

32. Cette section met en évidence la nécessité d'exploiter le potentiel des marchés financiers pour faciliter l'utilisation de l'épargne privée aux fins du financement du développement durable. Les politiques visant à diversifier et approfondir les marchés financiers ont en fin de compte pour finalité de mobiliser davantage de ressources et de mettre en place des arrangements financiers à long terme pour le développement durable afin d'affecter une plus grosse partie des investissements socialement productifs dans des activités économiques et des infrastructures sociales nouvelles.

33. Les stratégies de diversification et d'approfondissement des marchés financiers doivent prendre en compte le rôle de l'État par delà les mesures de déréglementation et de libéralisation. Une réglementation et des mesures gouvernementales sont nécessaires pour faciliter l'affectation des ressources dans les domaines où l'on souhaite investir. La région dispose d'un vaste réservoir d'épargne qui pourrait être mis à profit pour le développement. En fait, le volume des actifs financiers des individus les plus riches de la région représentaient, en 2013, 35 000 milliards de dollars.

²⁰ Pour plus d'information, voir: Banque mondiale, Base de données de la Banque mondiale. Consulter: <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>.

²¹ Dev Kar and Sarah Freitas, *Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2001-2010* (Washington, D.C. Global Financial Integrity, 2012).

²² Dev Kar, « Illicit financial flows from the least developed countries: 1990-2008 », Document de travail du Programme des Nations Unies pour le développement (2011). Consulter: http://works.bepress.com/dev_kar/3.

A. Marché des actions

34. Bien que la part des marchés des actions par rapport au montant total des actifs financiers en Asie et dans le Pacifique soit modeste, les principaux marchés boursiers qui s'y trouvent ont enregistré ces dernières années des taux de croissance impressionnants: la part de ces marchés dans la capitalisation boursière mondiale totale est de 31 %. Les marchés boursiers de Tokyo, Hong Kong (Chine) et Shanghai (Chine), notamment, représentent 50 % de la capitalisation boursière dans la région. Cela dit, d'autres marchés dynamiques de la région offrent des perspectives très prometteuses en matière de cotations transfrontières.

35. Il serait utile de mettre en évidence quelques aspects essentiels: la capitalisation boursière en Asie et dans le Pacifique représente près de 15 000 milliards de dollars, soit bien plus que la valeur combinée des marchés d'Europe orientale, du Moyen-Orient et de l'Afrique. En tout, près de 20,000 sociétés étaient cotées dans les bourses de la région à la fin de 2012, chiffre bien supérieur à celui des autres continents. Toutefois, les marchés boursiers de l'Asie-Pacifique ont des taux de capitalisation très divers, allant de 144 % du PIB en Malaisie à 0,3 % du PIB en Arménie. Dans les petites économies, l'ampleur et la profondeur des marchés sont souvent très limitées en raison du manque de liquidité, du petit nombre de sociétés cotées en Bourse et de la faiblesse de la réglementation et de la gouvernance d'entreprise.

B. Marchés obligataires

36. Après la crise financière asiatique de 1997, le développement des marchés obligataires en monnaie locale s'est accéléré dans la région²³. Le soutien apporté à ce développement s'explique par la volonté de réduire l'ampleur des écarts entre les monnaies qui, avant la crise, étaient dus au fait que les banques empruntaient à l'étranger en dollars des États-Unis et prêtaient à l'intérieur des pays en monnaie locale. Après 1997, les marchés obligataires nationaux se sont développés rapidement dans certaines économies en développement de l'Asie et du Pacifique²⁴. La valeur des obligations nationales en circulation en Chine, à Hong Kong (Chine), en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en République de Corée, à Singapour et en Thaïlande ne représentait que 21 % du PIB en 1997²⁵. Ce chiffre était comparable à celui des pays en développement d'Amérique latine (20 %) et d'Europe orientale (17 %). Toutefois, dès 2010, la valeur des obligations nationales en circulation est passée à 64 % du PIB dans les économies en développement de l'Asie-Pacifique, dépassant largement le pourcentage enregistré, la même année, dans les économies en développement d'Amérique latine (34 %) et d'Europe orientale (33 %)²⁶.

37. La région est en train de prendre la tête d'un mouvement mondial en faveur d'un système financier reposant sur les monnaies locales. Les

²³ Mah-Hui Lim and Joseph Lim, « Asian initiatives at monetary and financial integration: A critical review? », background paper for the Economic Cooperation and Integration among Developing Countries Report 2012, CNUCED, 2012.

²⁴ In Seok Baek and Pil-Kyu Kim, « Determinants of bond market development in Asia », in *Asian Capital Market Development and Integration: Challenges and Opportunities*, Asian Development Bank and Korea Capital Market Institute, eds. (Oxford, Oxford University Press, 2014).

²⁵ Données obtenues auprès de la Banque des règlements internationaux.

²⁶ In Seok Baek and Pil-Kyu Kim, « Determinants of bond market development in Asia », in *Asian Capital Market Development and Integration: Challenges and Opportunities*, Asian Development Bank and Korea Capital Market Institute, eds. (Oxford, Oxford University Press, 2014).

émissions internationales d'obligations et d'effets libellés en monnaie locale se multiplient depuis l'année 2000. Dans le cas de la Chine, de la Thaïlande et de la Turquie, ces émissions ont représenté un tiers du total. Les gouvernements ont ouvert les marchés obligataires nationaux aux étrangers. Cette évolution a également été facilitée par l'appréciation des monnaies dans les années 2000, l'abondance de liquidités au niveau mondial et la hausse des cours des produits de base.

38. Les émissions d'obligations nationales dans les économies en développement de la région ont augmenté à un rythme annuel moyen de 16,8 % entre 2005 et 2013 contre 4,9 % par an dans les économies développées. La croissance de ces marchés a été en moyenne plus rapide au cours de la période 2005-2009 que pendant la période 2009-2013, en particulier dans les économies développées de la région. Au mois de septembre 2013, le Japon demeurait le principal émetteur d'obligations en monnaie locale dans la région bien que sa part ait diminué de 66 à 44,3 % en septembre 2005. C'est en Inde que les émissions d'obligations en monnaie locale ont progressé le plus rapidement, passant de 0,2 milliards de dollars en septembre 2005 à 2 milliards de dollars en septembre 2013.

C. Émergence des investisseurs institutionnels

39. Les investisseurs institutionnels comprennent les fonds de pension, les fonds communs de placement, les sociétés d'assurances, les fonds souverains et les gestionnaires de portefeuille. La majeure partie des actifs gérés par ces investisseurs dans le monde se trouve dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. À la fin de 2012, ces pays détenaient 70 000 milliards sur les 85 000 milliards de dollars d'actifs. Les investisseurs institutionnels peuvent jouer un rôle de plus en plus important, au niveau mondial, dans l'octroi de financements à long terme dont une partie pourrait être affectée au financement du développement durable²⁷.

40. Le paragraphe ci-après contient une brève description de la situation actuelle des investisseurs institutionnels en Asie et dans le Pacifique. Les principaux investisseurs institutionnels de la région peuvent être répartis dans trois catégories: les sociétés de gestion d'actifs, comme les compagnies d'assurances et les fonds communs de placement, les fonds de pension, et les fonds souverains. Sur les 68,3 mille milliards de dollars d'actifs gérés par les 500 principales sociétés de gestion d'actifs dans le monde, la part de l'Asie et du Pacifique n'était que de 9,7 %, soit 6,65 mille milliards de dollars à la fin de 2012. La plus grande partie de ce montant était gérée par des sociétés appartenant aux pays développés de la région: 4,82 mille milliards de dollars (72,4 %) par le Japon et 850 milliards (12,8 %) par l'Australie²⁸.

41. En revanche, dans la catégorie des fonds souverains, la région Asie-Pacifique occupait une place plus importante au niveau mondial – 2,85 mille milliards de dollars, soit 45 % du montant total des actifs mondiaux sous gestion, soit 1,31 mille milliards de dollars (45,8 %) pour la Chine, 493 milliards de dollars (17,3 %) pour Singapour, 327 milliards de

²⁷ OCDE, Task Force on Institutional Investors and Long-Term Financing, « G20/OECD High-level principles of long-term investment financing by institutional investors » (Paris, septembre 2013). Consulter: www.oecd.org/finance/private-pensions/G20-OECD-Principles-LTI-Financing.pdf.

²⁸ Towers Watson, « The world's 500 largest asset managers, year-end 2013 », 2014. Consulter: www.towerswatson.com/en/Insights/IC-Types/Survey-Research-Results/2014/11/The-worlds-500-largest-asset-managers-year-end-2013.

dollars (11,4 %) pour Hong Kong(Chine) et 197 milliards de dollars (6,6 %) pour la Fédération de Russie. Par ailleurs, de petites économies comme Timor-Leste, l'Azerbaïdjan et Brunei Darussalam, disposaient de plus de 10 milliards de dollars chacun en fonds souverains²⁹.

42. À la fin de 2012, la part de l'Asie et du Pacifique dans les actifs gérés par les 300 principaux fonds de pension dans le monde s'élevait à 26,3 %, soit 3,68 mille milliards de dollars. Bien que les économies développées de la région aient représenté la part du lion de ce montant (Japon: 2,03 mille milliards ou 55 %; Australie: 478 milliards de dollars ou 13 %), les économies en développement, notamment la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde la Malaisie, la République de Corée et Singapour représentaient 31,5 % du total.

43. Traditionnellement, les fonds de pension investissent dans les infrastructures par l'intermédiaire d'entreprises cotées en Bourse et au moyen d'instruments à revenu fixe. Toutefois, au cours des deux dernières décennies, ils ont commencé à se rendre compte que les infrastructures constituaient une classe d'actifs distincte qui, bien que non liquides, pouvaient contribuer à la diversification de leurs portefeuilles. Les fonds de pension et autres investisseurs institutionnels travaillant dans la durée, ils peuvent se permettre de prendre le risque d'investir dans des actifs moins liquides et à plus long terme, comme les infrastructures³⁰.

44. Cette évolution serait extrêmement souhaitable pour élever le niveau d'intermédiation financière et accroître les ressources disponibles pour des projets d'investissement dans la région. De plus, comme on l'a noté dans la section précédente, une présence plus importante des investisseurs institutionnels nationaux sur les marchés des capitaux de la région réduira les risques de perturbation des courants financiers par les investisseurs internationaux. S'agissant du développement des investisseurs institutionnels nationaux, le problème majeur est celui de la mise en place de cadres institutionnels et réglementaires appropriés, problème qu'il convient d'examiner et de discuter plus avant.

VI. Inclusion financière

45. Dans de nombreux pays en développement, de vastes groupes de population sont exclus des circuits financiers. Il faut donc favoriser l'inclusion financière car elle est essentielle pour renforcer la demande intérieure dans la région et rééquilibrer l'économie mondiale et également résoudre le problème des inégalités croissantes et du progrès social.

46. Malgré les progrès qui ont été faits en matière d'inclusion financière, la grande majorité de la population adulte de l'Asie et du Pacifique, en particulier au sein des groupes pauvres et vulnérables de la société, ne possède que peu de connaissances et de capacités en matière financière et se trouve donc exclue des services financiers de base – épargne, crédit, assurance et transfert de fonds. Des données récentes montrent que 50 % des adultes dans le monde ont un compte dans une institution financière formelle - banque, caisse de crédit mutuel, coopérative, bureau de poste ou institution

²⁹ SWF Institute, Sovereign wealth fund ranking. Consulter: www.swfinstitute.org/fund-rankings/.

³⁰ OCDE, « Report on pension funds long term investments: survey of large pension funds and public pension reserve funds » (Paris, October 2013). Consulter: www.g20.org/sites/default/files/g20_resources/library/LargestPensionFunds2012SurveyFINA.L.pdf.

de micro financement- mais la plupart des pays en développement de l'Asie-Pacifique se situent au-dessous de cette moyenne.

47. Les différences entre pays quant à l'accès aux services financiers s'expliquent en partie par des facteurs tels que le revenu par habitant, l'urbanisation et la complexité du système financier mais ce n'est là qu'un aspect des choses. Des pays comme l'Inde et la Thaïlande ont des taux de pénétration plus élevés que ce que l'on pourrait attendre. L'inclusion financière diffère en fonction des caractéristiques individuelles, comme le genre, le niveau d'éducation, l'âge et le lieu de résidence (campagne ou ville). En Inde, par exemple, les femmes sont à proportion de 41 % moins susceptibles que les hommes d'avoir un compte dans une institution formelle contre 22 % dans le reste du monde en développement³¹.

48. Le coût du crédit est un facteur important déterminant le degré d'inclusion financière dans la région. Ainsi, en accordant davantage de crédit aux entreprises publiques, on limite les crédits disponibles pour les entreprises privées tandis que les taux d'intérêt élevés écartent les particuliers. L'ignorance des services disponibles et l'absence de services adaptés aux besoins particuliers sont également des obstacles à l'utilisation des services financiers. Par ailleurs, les banques ont tendance à se préoccuper davantage de la rentabilité des clients modestes et des risques qu'ils pourraient, à leurs yeux, constituer ainsi que des coûts du traitement d'un grand nombre de petites transactions. Il faut également noter que la plupart des économies ont fixé des conditions de base pour la protection du consommateur mais les mécanismes d'application sont plus faibles que les dispositions législatives et les structures institutionnelles sont inefficaces.

49. L'inclusion financière est un élément important pour atteindre les objectifs du développement durable. Les différents types d'institutions financières nationales, telles que les banques commerciales, les institutions de microfinancement, les institutions financières de développement, les bureaux de poste et autres réseaux publics, ont donc un rôle à jouer dans les services à fournir aux groupes de population pauvres et dans la lutte contre les inégalités croissantes des revenus et des conditions sociales. Il faut que les marchés financiers soient plus efficaces et qu'ils répartissent les ressources de manière plus efficace. A cette fin, il serait utile de voir quels enseignements les pays de la région ont tirés de l'introduction de méthodes innovantes dans la prestation des services financiers aux pauvres et du succès des réglementations et des politiques adoptées.

VII. Promotion des partenariats public-privé

50. Au cours des dernières décennies, les partenariats public-privé se sont multipliés dans la région Asie-Pacifique. Il s'agit d'arrangements contractuels à long terme entre un organisme public et une entreprise privée. Ces partenariats incluent à la fois des gouvernements centraux et infra-nationaux.

51. De nombreux gouvernements recourent aux partenariats public-privé car ils offrent une solution de continuité dans le financement du développement national et régional. Outre qu'ils permettent de mobiliser des ressources du secteur privé, ils constituent un moyen d'exploiter l'efficacité et les capacités d'innovation de ce secteur tout en transférant une partie des risques vers le partenaire privé. En exploitant les pratiques de gestion

³¹ Asli Demirguc-Kunt and Leora Klappe, « Measuring financial inclusion: the global index database », Policy Research Working Paper, No.6025 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2012). Consulter: <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6025>.

efficaces des entreprises privées, ces partenariats permettent d'obtenir de meilleurs résultats dans la réalisation des projets.

52. Les partenariats public-privé peuvent également contribuer à améliorer la qualité des services publics dans l'intérêt des utilisateurs et des consommateurs³² et à réduire la charge que représentent pour le contribuable la mise en place et le fonctionnement des services publics. Ainsi, ces partenariats ont une certaine importance pour les autorités publiques qui ont la responsabilité de fournir des infrastructures et des services de base. Toutefois, ces partenariats ne peuvent avoir un effet positif que si le secteur public arrive à mettre à profit la compétence technique et l'accès du secteur privé aux financements. Il faut donc que cette relation soit configurée de telle sorte que les risques et les coûts des projets soient répartis entre les partenaires en tenant compte de celui qui est le mieux placé pour y faire face.

53. L'accroissement spectaculaire des investissements privés dans les infrastructures depuis 1990 met en évidence le potentiel des partenariats public-privé. Dans les sept années qui ont précédé la crise financière asiatique de 1997, les investissements privés consacrés aux infrastructures dans les pays en développement ont été multipliés par plus de 20, passant de 2 milliards à 48,9 milliards de dollars. Par la suite, le taux de croissance annuel moyen des investissements du secteur privé a atteint 25,4 % entre 2002 et 2008. Les politiques incitatives adoptées par de nombreux pays de la région depuis la crise ont stimulé les investissements privés, en particulier pour remédier aux goulets d'étranglement infrastructurels, qui se sont chiffrés à 120,1 milliards de dollars en 2010, niveau record³³.

54. Certains gouvernements ont pu garantir, partiellement ou intégralement, les flux futurs de trésorerie de projets infrastructurels permettant ainsi aux entreprises responsables des projets d'avoir plus facilement accès à des prêts commerciaux. La démarche consiste à fournir des garanties de l'État, telles que des « garanties de recettes minimales »³⁴ ou même des « cautions de bonne fin »³⁵ ou à conclure des accords d'exploitation (« offtake ») en vertu desquels un gouvernement s'engage à acheter le produit/service résultant du projet sur le long terme. Ainsi, les « contrats d'achat d'électricité », qui sont un type d'accord d'exploitation, ont été essentiels pour le succès des partenariats public-privé dans le secteur de l'énergie. Pour faciliter l'accès au crédit, l'assurance commerciale peut également fournir une certaine couverture des risques; des institutions multilatérales de financement du développement peuvent aussi émettre des garanties de crédit ou étendre leur protection du créancier privilégié aux prêteurs privés.

³² Ehtisham Ahmad and others, « Involving the Private Sector and PPPs in Financing Public Investments: Some opportunities and challenges », Asia Research Centre Working Paper 67 (London School of Economics and Political Science, septembre 2014). Consulter: www.lse.ac.uk/asiaResearchCentre/_files/ARCWP67-AhmadBhattacharyaVinellaXiao.pdf.

³³ CESAP, à partir de données provenant de la base de données des participations privées dans les projets d'infrastructures de la Banque mondiale. Consulter: <http://ppi.worldbank.org>.

³⁴ Les financements à long terme disponibles en monnaie locale étant limités, les entreprises chargées des projets risquent de devoir emprunter en dollars des États-Unis alors que leurs revenus sont libellés en monnaie locale ce qui entraîne une asymétrie entre les devises. Une garantie sur les taux de change vise à protéger le partenaire privé de la dévaluation de la monnaie locale.

³⁵ Une « caution de bonne fin » signifie que le gouvernement accepte d'assumer les obligations de l'entreprise partenaire vis-à-vis de ses créanciers en cas de défaillance afin de conforter la solvabilité d'une opération.

VIII. Innovations dans les financements liés au changement climatique

55. Le changement climatique est l'un des principaux défis émergents du développement dans la région Asie-Pacifique en raison de la dégradation de l'environnement qui en résulte comme la pollution de l'air et l'appauvrissement de la diversité biologique.

56. Selon le Rapport sur les risques mondiaux, sur les 15 pays les plus exposés aux dangers naturels et aux risques liés au changement climatique, neuf se trouve dans la région Asie-Pacifique. On estime le montant total des pertes dues aux catastrophes naturelles dans la région au cours de la période 2003-2013 à 750 milliards de dollars, soit 49,5 % des pertes économiques mondiales³⁶.

57. Dans le cadre du suivi de l'Accord de Copenhague de 2009, de la Conférence de Cancún sur le changement climatique de novembre 2010 et de la Conférence sur les changements climatiques de Durban de novembre 2011, les pays développés se sont engagés à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 auprès de sources publiques et privées pour financer les activités visant à faire face au changement climatique. Les principaux acteurs à cet égard sont les banques commerciales privées et les fonds infrastructurels qui ont distribué environ 38 milliards de dollars, notamment sous forme de dette de projet et d'investissements directs³⁷.

58. Un panorama du financement des activités visant à faire face au changement climatique en Asie-Pacifique met en évidence l'importance des besoins financiers pour promouvoir le programme de développement durable. Cette région a bénéficié d'environ 54 % du montant total des crédits approuvés par les fonds de financement des activités liées au changement climatique, soit près de 11.5 milliards de dollars depuis 2002³⁸.

59. En 2012, les banques multilatérales de développement ont déboursé 27 milliards de dollars pour financer les activités liées au changement climatique, dont 78 %, soit 21 milliards de dollars, ont été affectés aux activités d'atténuation et le reste à l'adaptation. Sur l'ensemble des engagements de dépenses, 8 %, soit 2 milliards de dollars, provenaient de sources extérieures comme les donateurs bilatéraux ou multilatéraux, notamment le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds d'investissement pour le climat.

60. Selon un rapport régional, le montant des financements nécessaires pour la période 2010-2020 s'élève à 10 mille milliards de dollars pour l'ensemble du monde, soit 1000 milliards de dollars par an. Le Fonds vert pour le climat devrait apporter une contribution de 100 milliards de dollars par an seulement d'ici à 2020³⁹. Etant donné que le niveau actuel du financement de ces activités oscille entre 200 milliards et 360 milliards de dollars, il reste à trouver entre 640 milliards et 800 milliards de dollars pour

³⁶ CESAP, d'après les données provenant de la base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT). Consulté: www.emdat.be/ (consulté en février 2014).

³⁷ Climate Policy Initiative, *The Global Landscape of Climate Finance 2013* (San Francisco, 2013).

³⁸ www.climatefundsupdate.org/listing.

³⁹ USAID, « Fast out of the gate: how developing Asian countries can prepare to access international green growth financing », présentation faite à l'Asia LEADS Partnership Workshop, Manille, avril 2013.

combler cet écart. La répartition géographique des investissements est totalement déséquilibrée, deux pays, la Thaïlande et l'Inde bénéficient à eux seuls de plus de 80 % des financements.

61. La part du secteur privé dans le financement des activités visant à faire face au changement climatique en 2012 a été estimée à 230 milliards de dollars; il faut donc que cette part soit grosso modo multipliée par trois pour couvrir la différence⁴⁰. Les montants sont ainsi répartis: 35 milliards de dollars d'annonces de contributions par les pays donateurs; 26 milliards de dollars en dépôts dans les fonds pour le climat à travers le monde; et 9 milliards de dollars approuvés pour financer des projets à travers le monde.

62. Un mécanisme original pour obtenir des fonds pour les activités liées au changement climatique est le financement provenant d'obligations vertes. En 2013, 11 milliards de dollars ont ainsi été levés par ce moyen et ce montant devrait atteindre près de 50 milliards en 2015⁴¹. La contribution des investisseurs institutionnels au niveau mondial n'a représenté que 0.2 % de l'ensemble des financements collectés pour l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à celui-ci⁴². Au niveau régional, l'Asie-Pacifique a reçu un quart des investissements mondiaux affectés à ces activités. Les investissements privés dans les projets d'énergie renouvelable ont été de 68 milliards de dollars pour la Chine et de 5 milliards pour l'Inde⁴³.

IX. Mobilisation des ressources externes

63. Les ressources externes sont importantes car elles s'ajoutent aux ressources financières internes pour répondre aux besoins de financement du développement. Dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés et fragiles, il est souvent difficile de remplacer les ressources internes par des devises étrangères dans la mise en place de politiques de développement à court et moyen terme.

A. Aide publique au développement (APD)

64. Les sources externes traditionnelles de financement, notamment l'APD, ne répondent qu'en partie aux besoins de la région en ressources pour financer le développement durable. En 2012, les courants d'APD en faveur de l'Asie-Pacifique représentaient 30 milliards de dollars, soit 23 % seulement du volume total mondial de cette aide. Cette assistance demeure une source non négligeable de financement du développement pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement de la région. Les premiers ont reçu 12.4 milliards de dollars en 2012 soient 44 % de l'APD de la région et plus du double des 21 % dont ils bénéficiaient en 1990.

⁴⁰ Barbara Buchner and others, « The Global Landscape of Climate Finance 2013 ». Climate Policy Initiative (CPI). Consulter: <http://climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2013/>.

⁴¹ The Economist, « Spring in the air: bonds tied to green investments are booming », 22 mai 2014. Consulter : www.economist.com/news/finance-and-economics/21599400-bonds-tied-green-investments-are-booming-spring-air.

⁴² Les Nations Unies ont estimé en 2012 que la mise en commun de mécanismes innovants permettrait de récolter plus de 400 milliards de dollars par an. Nations Unies, *World Economic and Social Survey* (publication des Nations Unies, n° de vente E.12.II.C.1).

⁴³ Sam Barnard and others, « Climate finance regional briefing: Asia and Pacific », Climate Finance Fundamentals, No. 8 (novembre 2013). Climate Funds Update. Heinrich Boll Stiftung and ODI. Consulter: www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8679.pdf.

65. Des nouvelles politiques sont nécessaires pour accroître l'APD. Les discussions relatives aux politiques générales d'aide devraient porter sur les ratios d'assistance aux projets et de soutien budgétaire; les ratios d'aide conditionnelle aux programmes et de soutien budgétaire inconditionnel/délié; et sur la question de savoir si une aide devrait être fournie aux pays dotés d'une « bonne gouvernance », en particulier dans le contexte de la gestion/coordination de l'aide. Deux conférences mondiales récentes ont souligné l'importance de l'efficacité de l'aide: le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Busan, République de Corée, 2011)⁴⁴ et la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour l'efficacité de la coopération pour le développement (Mexico City, 2014), afin d'intégrer une coopération efficace pour le développement au programme de développement mondial pour l'après-2015⁴⁵.

B. Investissements étrangers directs (IED)

66. Les courants d'IED vers la région sont plus volumineux que les flux d'APD. Toutefois, ces investissements ont été également affectés par la crise financière mondiale, chutant de 469 milliards de dollars à 330 milliards de dollars entre 2008 et 2009 pour remonter par la suite, il est vrai, et atteindre 506 milliards de dollars en 2012^{46,47}. En 2013, les économies en développement de l'Asie-Pacifique drainaient plus d'un tiers des IED dans le monde, soit 1,46 mille milliards de dollars⁴⁸.

67. Compte tenu de l'évolution de la situation fluctuante, les gouvernements de la région promeuvent régulièrement des politiques visant à ce que les projets financés par les IED favorisent la croissance inclusive, en faisant davantage appel aux IED de type greenfield susceptibles de créer des emplois et d'augmenter les capacités technologiques des secteurs économiques nationaux. Les courants d'IED étant entraînés par les fondamentaux des marchés et la recherche de profits, peu d'investissements sont affectés à des projets sociaux et environnementaux car ces secteurs n'offrent pas un rendement économique suffisant.

C. Transferts de fonds

68. Des discussions ont commencé à se tenir sur les transferts de fonds comme source de financement du développement. Les niveaux et les taux de croissance des transferts de fonds sont souvent comparés aux courants d'APD et d'IED tout en étant différents. Les transferts de fonds de travailleurs employés à l'extérieur de la région pendant la crise financière mondiale sont passés de 114 milliards de dollars en 2008 à 117 milliards de dollars en 2009. Les envois de fonds par les travailleurs migrants vers les économies en développement ont progressé de 200 milliards de dollars en 2010 à

⁴⁴ Voir le document final de la réunion du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan. Consulter: http://effectivecooperation.org/files/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN2.pdf.

⁴⁵ Voir le communiqué pour la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour l'efficacité de la coopération pour le développement. Consulter: <http://effectivecooperation.org/2014/03/30/draft-communique-for-the-first-high-level-meeting-of-the-global-partnership/>.

⁴⁶ CESAP, *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2011* (publication des Nations Unies, n° de vente E.11.II.F.1).

⁴⁷ CESAP, *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2013* (publication des Nations Unies, n° de vente E.13.II.F.1).

⁴⁸ CNUCED, *Global Investment Trends Monitor* (Genève, 2014).

260 milliards de dollars en 2013^{49,50}. Pour certaines économies comme le Kirghizistan, le Népal, les Samoa, le Tadjikistan et les Tonga, ces transferts représentent plus de 20 % du PIB.

69. Il ne fait aucun doute que les transferts de fonds jouent un rôle important dans le maintien des revenus des pauvres dans les pays bénéficiaires, mais étant donné le caractère privé de ces flux, les possibilités de les utiliser pour financer des biens collectifs sont limitées⁵¹. Indépendamment de la quantité des fonds transférés, il faut prendre en compte les questions liées au coût en vies humaines de ces fonds, c'est-à-dire principalement la qualité de la vie, les conditions de travail et de rémunération ainsi que les droits et la protection des travailleurs migrants.

X. Financement commercial pour les petites et moyennes entreprises

70. Quelque 80 à 90 % des entreprises de l'Asie et du Pacifique sont des petites et moyennes entreprises (PME) qui, en tant que groupe, sont les moins susceptibles d'exporter que les grandes entreprises⁵². Les PME n'ont généralement qu'un accès limité au financement commercial ce qui leur crée des difficultés pour participer au commerce international et pour s'insérer dans les chaînes d'approvisionnement internationales. Cela s'explique par les coûts élevés des transactions, l'insuffisance des informations, le risque élevé de défaillance et des garanties inadéquates⁵³.

71. Le financement du commerce est vital car plus de 90 % des transactions commerciales dans le monde font intervenir une forme ou une autre de crédit, d'assurance ou de garantie⁵⁴. Les acheteurs comme les vendeurs font face à des risques de crédit et ils ont besoin de financement pour les inventaires, la production et l'expédition de leurs produits. Toutefois, une enquête récente de la Banque asiatique de développement a révélé un déficit de financement commercial de la demande non satisfaite de prêts et de garanties pour soutenir des échanges commerciaux mondiaux à hauteur de 1,6 mille milliards de dollars, dont 425 milliards de dollars dans les pays en développement de l'Asie-Pacifique⁵⁵. Selon certaines estimations, un

⁴⁹ CESAP, *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2011* (publication des Nations Unies, n° de vente E.11.II.F.1).

⁵⁰ CESAP, *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2013* (publication des Nations Unies, n° de vente E.13.II.F.1).

⁵¹ Un programme intéressant pour encourager l'investissement des revenus issus des transferts de fonds est le programme 3x1 du Mexique qui consiste pour les gouvernements des municipalités, des états et pour le gouvernement fédéral à verser des fonds de contrepartie aux fonds envoyés au Mexique par les organisations de migrants situées à l'étranger pour financer la mise en place d'infrastructures publiques et sociales dans les communautés d'origine des migrants. Voir par exemple: Rodolfo Garcia Zamora, Xóchitl Bada and Luis Escala-Rabadán, « Mexican migrant social and civic participation in the U.S.: the case of hometown associations in Los Angeles and Chicago », Mexican Migrant Social and Civic Participation in the United States, Washington D.C., 4-5 novembre 2005.

⁵² Selon les estimations de la Société financière internationale, seules 15 % des petites et moyennes entreprises de la région sont déjà exportatrices. Voir Société financière internationale: *Scaling-Up SME Access to Financial Services in the Developing World* (Washington D.C., octobre 2010).

⁵³ Centre du commerce international: *How to Access Trade Finance: A Guide for Exporting SMEs* (publication des Nations Unies, n° de vente 09.III.T.12).

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ L'« Asie-Pacifique en développement » englobe les 45 pays membres en développement de la Banque asiatique de développement.

accroissement de 5 % du financement commercial disponible pourrait entraîner une augmentation de 2 % de la production et de l'emploi⁵⁶.

72. De nombreux pays en développement de la région ne sont guère outillés pour remédier aux pénuries de financement commercial car ils ne disposent pas des institutions et des infrastructures de financement commerciales nécessaires au niveau national. Dans bon nombre d'entre eux il n'existe pas d'institutions d'assurance et de garantie des crédits à l'exportation soutenues par l'État et les banques d'import-export sont inefficaces, voire même n'existent pas. De même, dans certains pays en développement les institutions d'information financière sont faibles voire inexistantes.

73. À long terme, à mesure que l'essentiel du financement commercial est assuré par des banques commerciales actives sur le marché intérieur, souvent des prêts à court terme, à objectifs multiples (fonds de roulement à vocation autre que commerciale), un secteur bancaire et d'assurance solide, crédible et bien développé est essentiel pour garantir un accès à toute une panoplie d'instruments de financement commercial. Une bonne et stable réglementation prudentielle ainsi qu'une approche pragmatique de la libéralisation du secteur financier sont essentiels pour atteindre cet objectif.

XI. Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire pour le développement

74. La diversité croissante du monde en développement a ouvert de nouvelles perspectives pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement. Au sein de la région Asie-Pacifique, les liaisons économiques entre pays ont renforcé considérablement les partenariats pour la coopération en faveur du développement dans des secteurs tels que le commerce, les investissements, les financements, la technologie et le renforcement des capacités.

75. Au cours des dernières décennies, les pays en développement de la région ont entrepris des activités de coopération Sud-Sud plus ou moins importantes. Les deux pays qui ont contribué le plus à ces activités ont été la Chine et la Turquie pour des montants évalués ces dernières années, à 2,8 milliards de dollars et 2,5 milliards de dollars respectivement. La Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la République de Corée et la Thaïlande ont également contribué à ces activités.

76. La création de la Banque asiatique pour les investissements infrastructurels, banque multilatérale pour le développement qu'il est prévu de doter d'un capital de 50 milliards de dollars, est un exemple concret de la coopération Sud-Sud. Les fonctions de cette banque sont semblables à celles de la Banque mondiale. L'expérience acquise par les institutions financières internationales existantes sera utile pour guider les opérations de cette banque.

XII. Conclusions

77. Ce document préliminaire a tenté de présenter un état des lieux du financement du développement en Asie-Pacifique. Les besoins en

⁵⁶ Banque asiatique de développement, « Trade finance survey: major findings », ADB Briefs, n° 11 (mars 2013). Consulter : www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/trade-finance-survey-major-findings.pdf.

financement de la région sont considérables mais il existe un potentiel régional à définir et à exploiter. Les estimations des besoins de financement régionaux varient selon la source utilisée. Dans la plupart des cas, les estimations sont, au mieux, indicatives. Les financements nécessaires pour renforcer le développement social atteignent 800 milliards de dollars par an et jusqu'à 900 milliards de dollars par an pour les infrastructures tandis que les investissements destinés à la modernisation du secteur énergétique de la région, y compris l'adaptation des nouvelles technologies et des formes d'énergie renouvelable pourraient s'élever à 800 milliards de dollars par an.

78. Ces estimations annuelles représentaient, cependant, moins de 8 % des actifs des membres de la classe aisée et de ceux de la catégorie des individus les plus fortunés de la région en 2012. Par ailleurs, les réserves de change de la région se sont élevées à 7,3 mille milliards de dollars la même année tandis que son épargne nationale brute représentait 8,4 mille milliards de dollars, équivalant à 51 % de l'épargne nationale brute de l'ensemble du monde ce qui veut dire que l'épargne dont dispose la région de l'Asie-Pacifique est suffisante pour financer son développement durable. Le vrai problème est de savoir comment la mobiliser.

79. Dans les années qui viennent, la région devrait collectivement veiller à la solidité et à la stabilité des systèmes financiers. Pour y parvenir, les décideurs et les régulateurs doivent coopérer avec le secteur privé pour développer des secteurs financiers plus diversifiés et équilibrés qui sont cruciaux pour renforcer la stabilité et la durabilité financière et garantir les financements nécessaires pour répondre aux besoins des personnes et au développement de la région. Il faut à cette fin accroître les ratios d'imposition/PIB en élargissant les bases d'imposition, en éliminant les exonérations tant pour les individus que les entreprises, en améliorant la collecte de l'impôt et en rationalisant l'administration fiscale.

80. Il convient d'abandonner les systèmes financiers dominés par les banques pour des systèmes diversifiés et concurrentiels. Il faudra pour ce faire élargir et approfondir les marchés boursiers et obligataires, favoriser le développement du secteur des investissements institutionnels pour obtenir les liquidités nécessaires et renforcer les cadres régulateurs pour restaurer la confiance des investisseurs.

81. En outre, la région doit favoriser et établir des partenariats public-privé, en utilisant des cadres incitatifs bien conçus, pour encourager les acteurs du secteur financier à financer les projets de développement durable et encourager le développement des marchés financiers régionaux qui offrent les plus grandes possibilités de lever les ressources nécessaires pour financer le développement durable.

82. Les marchés obligataires en monnaie locale dans les principaux pays en développement de la région se sont développés rapidement, les montants redevables ayant plus que triplé en huit ans pour atteindre 7,4 mille milliards de dollars en septembre 2013. Il reste un problème critique à résoudre: celui du renforcement des capacités des pays à créer des institutions et des cadres régulateurs pour les marchés financiers, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

83. Il est également important de favoriser le développement des investisseurs institutionnels à l'intérieur des pays, en particulier dans les secteurs de la gestion des actifs et des fonds de pension. La région dispose d'un vaste réservoir d'experts et d'un potentiel important pour développer ces deux secteurs étant donné le nombre croissant des membres de la classe aisée

et celui des grosses fortunes. Parallèlement, il convient de redoubler d'efforts pour exploiter les ressources nationales de financement et assurer que les engagements pris au titre de l'APD sont respectés et l'aide distribuée. Il convient également de mobiliser le secteur privé et de l'inciter à soutenir le développement durable.

84. La CESAP est à même de continuer de faciliter les discussions intergouvernementales sur le financement pour le développement avec la participation du secteur privé et autre parties prenantes, et pour étudier des approches et des options en vue de consolider les cadres de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour le développement. Ces formes de coopération compléteront, mais ne remplaceront pas, les courants d'aide Nord-Sud.
